



## Assurance-chômage : les propositions chocs du patronat

- Alors que la dette de l'Unedic va dépasser 60 milliards, Medef, CPME et U2P ont transmis leurs revendications.
- Ils suggèrent 1 milliard d'euros d'économies, notamment dans l'indemnisation des ruptures conventionnelles.
- Et la baisse du seuil de salaire à partir duquel s'applique, après six mois, une réduction de 30 % de l'allocation.

// PAGE 2

### événement

#### Le boom de l'IA fait flamber le prix des PC et smartphones

Tiré par la demande pour l'IA, le prix des composants explose et pénalise tous les fabricants d'électronique grand public.

// PAGES 16-17

#### Analyse La France, cible facile des cyberattaques

// P. 10



#### Distribution Les négociations commerciales s'enveniment

// P. 21

### L'étonnant recul du charbon polonais



**ÉNERGIE** En pleine transition énergétique, la Pologne se détourne plus rapidement que prévu du charbon. Il va passer de 52 % du mix énergétique en 2025 à 20 % en 2030. Les centrales à gaz remplacent progressivement leurs homologues au charbon. Résultat : les mines sont dès aujourd'hui trop nombreuses par rapport aux besoins. Obligées de baisser leur rythme d'extraction, elles enregistrent des pertes colossales tout en étant deux fois plus chères que le prix mondial. Pour l'instant, l'Etat polonais maintient ses subventions mais le débat risque de devenir inflammable avant les élections prévues pour 2027. // PAGE 19

#### Surendettement L'inquiétante hausse du nombre de dossiers chez les jeunes Français // P. 29

#### Bourse Le retour en grâce des petites capitalisations européennes // P. 28

### Bac pro : l'année de terminale chamboulée dès l'an prochain

**ÉDUCATION** Sans remettre en cause les dernières réformes du bac professionnel qui se sont traduites par une hausse des vœux d'orientation des élèves dans cette voie, le ministre de l'Éducation nationale annonce dans un entretien aux « Echos » l'aménagement du rythme scolaire. A partir de l'an prochain, les lycéens passeront leurs épreuves du bac professionnel en juin et non plus en mai. Edouard Geffray revient donc sur le « parcours personnalisé de terminale » de six semaines qui était critiqué de toutes parts au vu de la désorganisation qu'il a provoquée



dans les lycées. Pour les élèves de seconde générale et technologique, le ministre invite les entreprises à « avoir une vision proactive » dans les stages proposés aux jeunes filles. « Il y a un intérêt collectif des entreprises à ne pas mettre automatiquement les filles au service communication et les garçons au service production », explique le ministre. Il va aussi mettre à disposition 40.000 places d'internat pour que les élèves puissent faire leur stage en dehors de leur milieu habituel, notamment s'ils habitent en zone rurale. // INTERVIEW PAGE 4

### Les renouvelables rapportent plus de 2 milliards aux collectivités

**ÉNERGIE** A moins d'un mois des municipales et alors que les éoliennes sont particulièrement visées, le syndicat des énergies renouvelables a mandaté Columbus Consulting pour calculer les recettes fiscales versées aux territoires. Chaque année, 2,1 milliards d'euros sont perçus par les collec-

tivités, dont 77 % vont aux communes ou aux communautés de communes. Un parc de quatre éoliennes, d'une puissance cumulée de 10 mégawatts, peut générer plus de 100.000 euros par an dont 77.000 pour la commune et la communauté de communes. Des montants prévisibles d'une année

sur l'autre, car principalement calculés sur la valeur foncière des installations. Les barrages rapportent 640 millions d'euros. Les collectivités bénéficient aussi d'une partie de la TVA sur les actifs achetés par les particuliers, comme les pompes à chaleur ou les panneaux solaires. // PAGE 20

### L'éditorial

#### Un slalom si dangereux



La route est droite, mais la pente est forte : cette formule s'applique aujourd'hui au secteur automobile. C'est celle, politique, de Jean-Pierre Raffarin s'installant à Matignon après la victoire de Jacques Chirac au second tour de la présidentielle contre Jean-Marie Le Pen en 2002. A une réserve près : si la pente est forte, la route n'est nullement droite. Jamais, dans l'histoire, une activité industrielle n'a eu autant de défis face à elle.

Le changement de pied sur les voitures électriques conduit les géants comme Stellantis, Ford, GM ou encore Volkswagen et Honda à constater des dizaines de milliards de pertes cumulées. Probablement une vingtaine pour le seul groupe franco-italo-américain, soit la plus importante jamais constatée par une entreprise tricolore. Les consommateurs n'ont pas suivi tandis que Donald Trump voue l'électrification aux gémonies.

Les embardées sont dès lors spectaculaires, avec

la quasi-obligation pour tous les acteurs de conserver plusieurs plateformes de motorisation - thermique et électrique -, ce qui est extrêmement coûteux. On vient aussi d'apprendre que Stellantis va réintroduire le diesel dans de nombreux modèles en Europe. Essence, diesel, hybride, hybride rechargeable, 100 % électrique ou avec prolongateur d'autonomie, tout est ouvert.

Reste l'essentiel pour des industriels : ne pas se tromper sur la destination finale. Pékin a décidé que ce sera l'électrique. Washington reste sur le thermique. Et l'Europe ? Sauf à inventer un moteur à un litre, le dérèglement climatique croissant conduira le plus probablement à plus d'électrification, voire aux hybrides rechargeables avec plus de 100 km d'autonomie (que la réglementation française torpille).

Ne pas confondre les péripéties et le sens de l'histoire. — **Dominique Seux**

# Les énergies renouvelables rapportent plus de 2 milliards au niveau local

## FISCALITÉ

Les éoliennes, les centrales solaires et les barrages génèrent des revenus non négligeables pour les collectivités.

A l'approche des municipales, un rapport fait le point.

Hortense Goulard

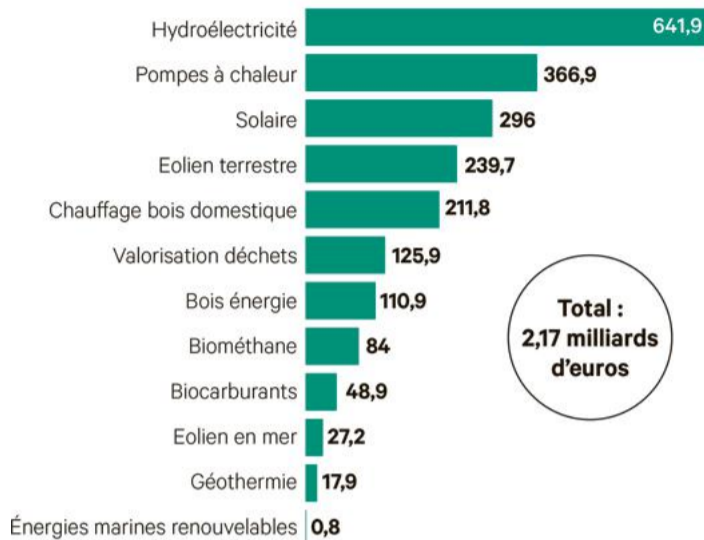
Combien rapportent les énergies renouvelables au niveau local ? Le Syndicat des énergies renouvelables (SER), en collaboration avec le cabinet Columbus Consulting, a cherché à mesurer les retombées fiscales des barrages hydroélectriques, éoliennes et autres panneaux solaires. Une contribution qui vise bien sûr à peser sur le débat politique, à moins d'un mois des élections municipales et alors que les renouvelables souffrent encore d'un problème d'acceptabilité.

### Ressources stables

Les auteurs de l'étude chiffrent à 2,172 milliards d'euros annuels les recettes fiscales qui proviennent, directement ou indirectement, des énergies renouvelables et qui profitent aux collectivités locales, allant des régions aux communes. La

## Les recettes fiscales générées par les énergies renouvelables en France

Fiscalité directe et indirecte, en millions d'euros, en 2024



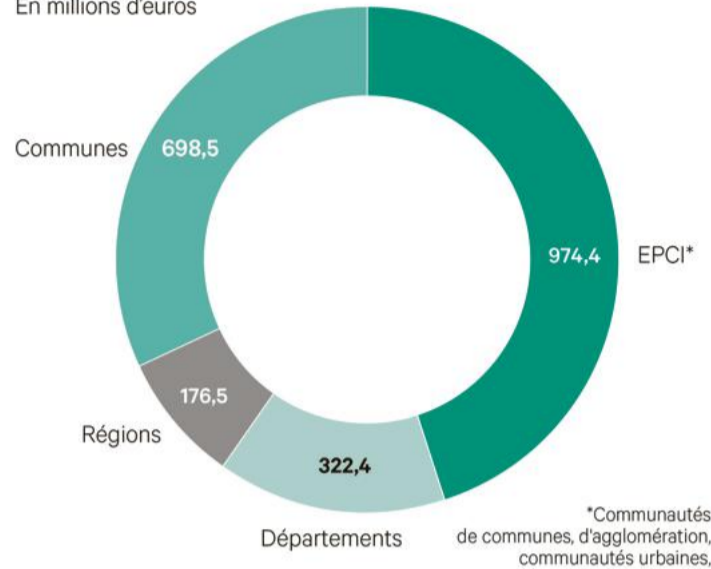
majorité de ces impôts sont perçus à un échelon très local, avec 77 % des recettes qui vont aux communes ou aux communautés de communes. « Ces recettes fiscales sont très territorialisées parce qu'elles portent surtout sur la valeur foncière de l'actif », relève Nicolas Goldberg, de Columbus Consulting. « C'est une ressource dynamique, parce que la croissance des énergies renouvelables entraîne une croissance des recettes

fiscales. Et c'est très prévisible », ajoute-t-il. A part quelques impôts liés à l'installation des actifs, ces revenus sont stables d'une année sur l'autre.

De quoi parle-t-on exactement ? Les impôts directs s'appellent « taxe foncière sur les propriétés bâties » (TFPB), « cotisation foncière des entreprises » (CFE) ou encore « imposition forfaitaire des entreprises de réseaux » (IFER). Ils rapportent à eux seuls 1,2 milliard d'euros par an

## L'échelon local, premier bénéficiaire des recettes

En millions d'euros



LES ECHOS / SOURCES : COLUMBUS CONSULTING, SYNDICAT DES ENERGIES RENOUVELABLES

aux collectivités locales. Ces dernières touchent aussi une partie de la TVA sur les actifs commercialisés auprès de particuliers, comme les pompes à chaleur ou les panneaux solaires. Enfin, les entreprises de la chaîne de valeur, comme les producteurs de granulés pour le chauffage au bois domestique, sont aussi soumises à la fiscalité foncière et sur la valeur ajoutée, dont une partie revient aux collectivités territoriales.

Une grande partie de cette fiscalité provient des barrages hydroélectriques, répartis un peu partout en France, mais surtout en Savoie. Ces derniers ont rapporté plus de 640 millions d'euros aux collectivités locales, devant la vente de pompes à chaleur (367 millions d'euros). Quant aux panneaux solaires et aux éoliennes terrestres, qui concentrent le courroux des opposants aux énergies renouvelables, ils rap-

portent respectivement 296 et 240 millions d'euros aux collectivités locales. Les parcs éoliens sont majoritairement situés dans des petites communes rurales de moins de 2.000 habitants. Et dans le cas des petits villages de moins de 500 habitants, la fiscalité sur l'éolien représente en moyenne un quart des recettes fiscales.

### 100.000 euros par an pour quatre éoliennes

Le SER donne des exemples concrets de ce que peut représenter un parc éolien ou une centrale solaire pour ces communes. Un parc de quatre éoliennes, d'une puissance cumulée de 10 mégawatts, peut ainsi générer plus de 100.000 euros par an en retombées fiscales, dont 77.000 pour la commune et la communauté de communes. Soit la rénovation thermique d'une école primaire en moins de sept ans, avance le syndicat.

Les recettes sont moins élevées pour un petit parc solaire de 2 MW, qui couvrirait une surface au sol de 3 ou 4 hectares. Une telle installation solaire rapporte en moyenne 9.000 euros par an aux collectivités locales. Tandis qu'une centrale hydraulique basse chute, d'une puissance de 4,5 MW en moyenne, dégage 63.000 euros par an de recettes fiscales. Enfin, un méthaniseur de taille industrielle (30 GWh par an en injection sur le réseau) est taxé à hauteur de 95.000 euros par an. ■

# La Grèce s'allie à Chevron pour chercher des hydrocarbures

## ÉNERGIE

Le gouvernement grec a signé lundi un contrat à long terme avec la major américaine pour mener des missions d'exploration au sud de la Crète et du Péloponnèse.

Un moyen de s'aligner avec les Etats-Unis.

Basile Dekonink

— Correspondant à Athènes

« Nous sommes très, très heureux d'accueillir Chevron en Grèce. » Large sourire aux lèvres, le Premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, avait du mal à contenir sa satisfaction, lundi à Athènes, après la signature d'un contrat de concession majeur entre le pétrolier américain et l'Etat hellénique pour la

recherche d'hydrocarbures en Méditerranée.

En accordant au géant le droit exclusif d'explorer deux blocs offshore au sud de la Crète et du Péloponnèse, Athènes estime en effet avoir fait coup double, tant sur le plan énergétique que diplomatique. « C'est un grand pas en avant, je dirais même que c'est un saut. [...] C'est une preuve supplémentaire des liens stratégiques très forts entre la Grèce et les Etats-Unis », a salué Kyriakos Mitsotakis en adressant un regard complice à Kimberly Guilfoyle, l'ambassadrice américaine à Athènes, présente lors de la signature.

### Pilier de la souveraineté

Voilà depuis au moins 2022 que la Grèce prépare ce « deal » et envoie ses émissaires à Washington pour convaincre les grands acteurs américains d'explorer cette vaste zone en mer de 47.000 m<sup>2</sup>. Selon les estimations grecques, celle-ci pourrait contenir un gisement de 280 milliards de mètres cubes de gaz natu-

rel—l'équivalent d'un demi-siècle de consommation nationale — au moment même où les Européens tentent de se passer du gaz russe.

De quoi conforter la place stratégique grandissante de la Grèce, qui est déjà devenue en novembre dernier la principale porte d'entrée du GNL américain vers les Balkans, la Moldavie et l'Ukraine, après la signature d'un accord « historique » à Athènes.

Les hydrocarbures sont devenus un pilier de la stratégie grecque depuis que l'invasion de l'Ukraine a totalement rebattu les cartes de l'approvisionnement énergétique européen. « Nous voulons savoir si nous en avons, si oui dans quelle mesure, et si nous pouvons les exploiter commercialement [...] car nous voyons que, d'une manière ou d'une autre, l'Europe va avoir besoin de gaz naturel. Et si l'Europe va consommer du gaz, et que nous pouvons en produire, pourquoi ne pas le faire ? », confiait en janvier Nikos Tsafos, le « Monsieur énergie » du gouvernement.

Outre Chevron, Athènes a ainsi signé trois autres contrats de concession avec ExxonMobil pour l'exploration de blocs situés au sud de la Crète et en mer Ionienne. Des forages d'exploration devraient être réalisés d'ici à la fin d'année, une première depuis quarante ans dans

La zone pourrait contenir un gisement de 280 milliards de mètres cubes de gaz naturel, l'équivalent d'un demi-siècle de consommation nationale.

le pays, malgré les nombreuses mises en garde de la section grecque du Fonds mondial pour la nature (WWF) sur les risques pour la faune dans certains sites naturels classés Natura 2000.

Si le gouvernement grec est aussi prompt à conduire ces missions,

c'est aussi qu'elles lui donnent l'occasion d'asseoir de facto sa souveraineté sur des eaux convoitées par la Turquie. Les blocs « Crète Sud I » et « Crète Sud II » accordés à Chevron et au grec Helleniq Energy sont ainsi situés au beau milieu d'un couloir maritime revendiqué par Ankara depuis 2019 et la signature d'un mémorandum turco-libyen, reconnu uniquement par les deux pays.

La Turquie, qui ne reconnaît pas le droit de la mer actuel et réclame de longue date une zone économique exclusive de plusieurs centaines de kilomètres carrés en Méditerranée orientale, n'hésite pas à y utiliser la menace militaire. En juillet 2024, cinq navires militaires ont été déployés au large de la petite île grecque de Kasos alors qu'un sous-traitant du français Nexans effectuait des relevés en vue de la pose du câble électrique sous-marin Great Sea Interconnector (qui doit relier la Crète à Chypre).

La présence d'intérêts américains doit offrir une assurance de

fait aux Grecs, alors que les intentions de Washington dans la région sont toujours opaques et qu'Athènes et Ankara cherchent tous deux à s'attirer les faveurs de l'administration Trump.

### Une visite de Donald Trump est attendue

« Les Grecs ont été fins car ils ont compris que ce qui marche avec Trump, c'est le vecteur énergétique, explique Aris Marghelis, chercheur associé à la Fondation méditerranéenne d'études stratégiques (FMES). Les Turcs visent le sommet avec la relation privilégiée entre Donald Trump et Recep Tayyip Erdogan, alors que les Grecs font tout l'inverse et travaillent avec les départements d'Etat, les diverses directions à l'énergie ou les compagnies pétrolières qui sont adossées à l'appareil d'Etat. »

Lundi en fin de journée, la presse grecque se faisait l'écho d'une visite éventuelle du président américain en Grèce en juillet prochain, juste avant son déplacement à Ankara. ■

# Safran en discussion pour acquérir la pépite IA Satim

## DÉFENSE

Le motoriste français est à l'affût d'acquisitions dans des secteurs critiques.

Selon nos informations, il est en discussion préliminaire avec le polonais Satim, spécialisé dans le traitement d'imagerie radar pour le renseignement des forces armées.

Anne Drif

Safran pourrait mettre la main sur une pépite convoitée par de nombreux poids lourds de la défense. Selon nos informations, le motoriste est en discussion pour acquérir l'opérateur polonais Satim, spécialisé dans le traitement par intelligence artificielle de l'imagerie radar SAR — la technologie « tout temps, jour et nuit », indispensable à la défense — pour le renseignement des forces armées. Les négociations sont encore à un stade assez préliminaire, selon des sources. Interrogé, Safran n'a pas fait de commentaire.

En fin d'année dernière, Satim, dirigé par Jacek Strzelczyk, a signé un accord avec l'allemand Rheinmetall pour soutenir son programme de reconnaissance par satellite de nouvelle génération des-

tiné aux forces armées allemandes. Le système doit être opéré depuis l'Allemagne, avec la production de premiers satellites au troisième trimestre 2026. Il devrait contribuer à la stratégie d'expansion du groupe au sein d'« un espace de bataille de plus en plus numérique et connecté ».

### Alliances européennes

Début 2025, Satim s'est également associé à Thales afin de développer une solution commune. Le groupe français a annoncé intégrer les algorithmes de Satim dans son système Minds de fusion de données multi-sources. Sans compter un troisième partenaire, le finlandais Icyey, exploitant l'une des plus grandes constellations commerciales de radars SAR au monde, et implanté

en Pologne. Soutenu par IQT, le fonds de la CIA, Icyey épaula Rheinmetall dans la production de satellites, mais aussi... Safran, avec qui il s'est allié pour développer des solutions de renseignement géospatial.

En intégrant Satim, Safran consoliderait donc ses alliances sur un marché très disputé. Le groupe dirigé par Olivier Andriès renforcerait aussi ses investissements dans l'IA et le « geoint » (renseignement géospatial) engagés depuis le rachat de la pépite française Preligens. Celle-ci elle-même un temps intéressé Thales via sa coentreprise Telespazio avec Leonardo. La start-up tricolore est désormais pleinement intégrée à l'offre du motoriste qui a enregistré une hausse de 65 % de cette activité l'an dernier.

Safran a des arguments pour convaincre la start-up polonaise et ses actionnaires, dont le fonds Balnord. Le motoriste a multiplié les alliances en Pologne ces derniers mois, comme avec Wojskowe Zakłady Elektroniczne (WZE) pour la fourniture de systèmes de navigation inertielle aux forces armées polonaises. Safran a aussi annoncé une association renforcée avec Polska Grupa Zbrojeniowa (PGZ) notamment dans l'IA.

### Partenaire de premier plan en Pologne

Partenaire de premier plan en Pologne, le groupe tricolore y est, de plus, le quatrième employeur de l'Aviation Valley au sud-est du pays, avec 1.500 collaborateurs

sur cinq sites. Safran travaille déjà avec une trentaine de fournisseurs dans le pays. Aux résultats annuels, Olivier Andriès n'a pas caché qu'il comptait saisir des opportunités dans les technologies de défense. « Nous avons les moyens de le faire », a-t-il affirmé après une nouvelle performance record en 2025 et de confortables cash-flows.

Outre Preligens, le groupe a déjà mis la main sur les systèmes de navigation inertielle Orolia et, il y a quelques jours à peine, sur le français Syntony, qui produit des récepteurs pour satellites de nouvelle génération et dont les systèmes logiciels et de radio offrent un positionnement fiable en cas de brouillages et d'interférences. ■